

PRÉSIDENTIELLE : LA LUTTE DES CLASSES A TOUJOURS LIEU

Frédéric Dabi, Chloé Morin

20/04/2017

À l'heure où désaffiliation partisane et défiance à l'égard des responsables politiques conduisent à une volatilité et une individualisation croissante du vote, les débats persistent sur l'existence d'un vote de classe. Pour l'Observatoire de l'opinion, sa directrice Chloé Morin et Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'Ifop, analysent le déterminant de « classe » dans le vote, qui reste pertinent même pour ces élections hors du commun.

Début février 2017, le chercheur Luc Rouban indiquait, sur la base de l'enquête menée par Ipsos pour le Cevipof, que « la fragmentation de l'électorat signait la fin du vote de classe ». Et soulignait que la première variable permettant de classer les intentions de vote au premier tour tenait à l'auto-positionnement des personnes interrogées sur l'axe gauche droite.

Pour autant, l'analyse des données issues du rolling Ifop-Fiducial à notre disposition semble indiquer que, dans le paysage politique déstructuré que nous connaissons aujourd'hui – entre recomposition politique, émergence d'une offre radicalement nouvelle au centre de l'échiquier, effondrement d'un candidat représentant un parti de gouvernement et dynamique spectaculaire d'un candidat d'extrême gauche rejetant cette étiquette –, le poids de la classe sociale sur la détermination du vote paraît rester extrêmement pertinent. C'est même, avec les clivages générationnels, un des seuls repères qui ne semble pas vaciller dans cette campagne hors du commun.

Ainsi, Emmanuel Macron et François Fillon obtiennent tous deux des scores situés entre 24 et 30% parmi les classes moyennes supérieures, et même supérieurs à 30% chacun chez les catégories aisées. Au total, les classes moyennes supérieures votent à 50% pour le candidat d'En marche ! ou pour celui de droite, et les deux tiers des catégories aisées votent pour l'un de ces deux candidats.

À l'inverse, Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen totalisent à eux deux 56% des voix exprimées par les catégories pauvres, et 52% des voix des catégories modestes. L'écart des scores obtenus par chacun des quatre candidats susceptibles d'accéder au second tour s'étale sur plus de dix points,

voire plus dans le cas de François Fillon : il obtient 25 points d'intentions de vote de plus chez les plus aisés que parmi les catégories les plus pauvres.

Il est vrai qu'une partie de cet écart recouvre un autre clivage : celui qui sépare les générations – plus de 50% des retraités accordent ainsi leur suffrage à François Fillon ou à Emmanuel Macron. Mais l'examen des intentions de vote des seuls actifs révèle lui aussi la persistance d'un vote de classe : les CSP+ votent à 50% pour Emmanuel Macron ou François Fillon, alors que 53% des CSP- votent soit pour Jean-Luc Mélenchon soit pour Marine Le Pen.

Esquissée dès le référendum de 1992, amplifiée avec celui de 2005 marqué par le basculement dans le camp noniste des classes moyennes et du salariat, la structuration d'un vote de classe s'est imposée. En 2012, on observait déjà un clivage important : la candidate du Front national et le candidat du Front de gauche totalisaient à eux deux 44% des voix des CSP- et seulement 22% des CSP+. Les deux finalistes de droite et de gauche de gouvernement rassemblaient, quant à eux, 57% des voix des CSP+. Parallèlement, Nicolas Sarkozy et François Hollande parvenaient à rallier 42% des CSP- au premier tour.

Cette structuration opposant d'un côté les « gagnants » de la mondialisation, plus ouverts au changement, se projetant avec optimisme dans l'avenir, et pro-européens, avec des catégories plus modestes, à l'euro-scepticisme grandissant, semble donc s'amplifier dans cette élection. C'est en effet la première élection présidentielle où l'offre politique pouvant prétendre accéder au second tour compte autant d'euro-sceptiques que de pro-Européens, de libéraux sur le plan économique que de candidats voulant restaurer un ordre social protecteur pour les catégories les plus fragilisées.

La possibilité – qui existe à ce stade si l'on se réfère à l'ensemble des sondages publiés – que quatre candidats accèdent au second tour n'est pas sans conséquences pour la campagne d'entre deux tours, et à plus long terme s'agissant de la capacité du président élu à rassembler et entraîner la nation dans les cinq ans qui viennent. En cas d'affiche de second tour Marine Le Pen/Jean-Luc Mélenchon, une majorité des catégories moyennes supérieures, et des retraités, se verrait privée de leur option privilégiée au premier tour. Si, à l'inverse, un second tour opposait François Fillon à Emmanuel Macron, ce seraient les catégories populaires qui éprouveraient de réelles difficultés à choisir. Ces deux hypothèses ne manqueront pas d'impacter fortement le niveau de l'abstention du second tour.